

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DU  
COMTÉ D'ARGENTEUIL  
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE WENTWORTH**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 2019-003**

**RÈGLEMENT POUR AUTORISER DES DÉPENSES  
ET DE PASSER DES CONTRATS**

**ATTENDU QUE** le Code municipal du Québec accorde aux municipalités locales le pouvoir d'adopter des règlements pour déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la Municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats;

**ATTENDU QUE** le Conseil considère qu'il est dans l'intérêt de la Municipalité, pour assurer son bon fonctionnement, qu'un tel règlement soit adopté;

**ATTENDU QU'**un avis de motion et présentation du projet de règlement a été donné à la séance du Conseil tenue le 3 décembre 2018;

**PAR CONSÉQUENT**, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Dubé et **RÉSOLU** que le Conseil de la municipalité du Canton de Wentworth ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit, savoir:

**ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**ARTICLE 2**

Le pouvoir d'autoriser les dépenses et de passer les contrats spécifiquement prévus au présent règlement est délégué aux fonctionnaires et employés suivants :

Directeur général et secrétaire-trésorier  
Secrétaire-trésorier adjoint  
Directeur de l'urbanisme et de l'environnement  
Responsable des travaux publics  
Directeur du Service de sécurité incendie

Le masculin utilisé dans le présent texte, indique également le féminin.

### **ARTICLE 3**

Les dépenses et les contrats pour lesquels les personnes mentionnées à l'article précédent se voient déléguer des pouvoirs sont les suivants :

#### **3.1 – Directeur général et secrétaire-trésorier**

- a) La location ou l'achat de marchandise ou de fournitures de bureau pour un montant maximum de 15 000\$ par dépense ou contrat;
- b) Les dépenses liées à l'exécution de travaux de réparation ou d'entretien qui ne sont pas des travaux de construction ou d'amélioration au sens de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c.T-14) pour un montant maximum de 15 000\$;
- c) Les honoraires de services professionnels d'un montant maximum de 15 000\$ par dépense ou contrat;
- d) Les frais de formation, congrès ou colloque des fonctionnaires et des employés pour un maximum de 1 000\$ par dépense par employé;
- e) L'engagement de tout fonctionnaire ou employé qui est un salarié au sens du Code du travail.

#### **3.2 – Secrétaire-trésorier adjoint**

- a) La location ou l'achat de marchandise ou de fournitures de bureau pour un montant maximum de 5 000\$ par dépense ou contrat;
- b) Les dépenses liées à l'exécution de travaux de réparation ou d'entretien qui ne sont pas des travaux de construction ou d'amélioration au sens de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c.T-14) pour un montant maximum de 5 000\$ par dépense ou contrat;
- c) Les dépenses pour la fourniture de services professionnels pour un montant maximum de 5 000\$ par dépense ou contrat.

#### **3.3 – Directeur de l'urbanisme et de l'environnement**

- a) La location ou l'achat de marchandise ou de fournitures pour un montant maximum de 10 000\$ par dépense ou contrat;
- b) Les dépenses liées à l'exécution de travaux de réparation ou d'entretien qui ne sont pas des travaux de construction ou d'amélioration au sens de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c.T-14) pour un montant maximum de 10 000\$;
- c) Les dépenses pour la fourniture de services professionnels pour un montant maximum de 5 000\$ par dépense ou contrat;
- d) Les dépenses pour la fourniture de services de formation, congrès ou de colloque des fonctionnaires et des employés pour un maximum de 1 000\$ par dépense par employé.

#### **3.4 – Responsable des travaux publics**

- a) La location ou l'achat de marchandise ou de fournitures pour un montant maximum de 10 000\$ par dépense ou contrat;
- b) Les dépenses liées à l'exécution de travaux de réparation ou d'entretien qui ne sont pas des travaux de construction ou d'amélioration au sens de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c.T-14) pour un montant maximum de 10 000\$;

- c) Les dépenses pour la fourniture de services professionnels pour un montant maximum de 5 000\$ par dépense ou contrat.

### 3.5 – Directeur Service de sécurité incendie

- a) La location ou l'achat de marchandise ou de fournitures pour un montant maximum de 2 000\$ par dépense ou contrat;
- b) Les dépenses liées à l'exécution de travaux de réparation ou d'entretien qui ne sont pas des travaux de construction ou d'amélioration au sens de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c.T-14) pour un montant maximum de 2 000\$;
- c) Les dépenses pour la fourniture de services de formation, congrès ou de colloque des fonctionnaires et des employés pour un maximum de 1 000\$ par dépense par employé.

## **ARTICLE 4**

Le directeur général et secrétaire-trésorier a le pouvoir de passer les contrats nécessaires pour exercer la compétence qui lui est dévoué par le présent règlement, le tout au nom de la Municipalité.

## **ARTICLE 5**

Toute autorisation de dépense accordée en vertu du présent règlement doit, pour être valide, avoir suffisamment de crédits au compte budgétaire en question.

## **ARTICLE 6**

Les règles d'attribution des contrats par la Municipalité s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un contrat accordé en vertu du présent règlement. Toutefois, dans le cas où il est nécessaire que le ministre des Affaires municipales donne son autorisation à l'adjudication d'un contrat à une autre personne que celle qui a fait la soumission la plus basse, seul le Conseil peut demander cette autorisation du Ministère.

## **ARTICLE 7**

Le fonctionnaire ou l'employé qui accorde une autorisation de dépense ou un contrat l'indique dans un rapport qu'il transmet au Conseil à la prochaine séance ordinaire tenue après un délai de cinq (5) jours suivant l'engagement.

## **ARTICLE 8**

Le paiement associé aux dépenses et aux contrats conclus conformément au présent règlement peut être effectué par le Directeur général et secrétaire-trésorier ou par le Secrétaire-trésorier adjoint sans autre autorisation, à même des fonds de la Municipalité, et mention de tel paiement doit être indiquée dans le rapport qu'il doit transmettre au Conseil conformément à l'article 961.1 du Code municipal.

## **ARTICLE 9**

En sus des paiements autorisés à l'article 8 du présent règlement, le Directeur général et secrétaire-trésorier et le Secrétaire-trésorier adjoint sont autorisés à procéder à l'émission des chèques en paiement des comptes suivants, même préalablement à l'approbation subséquente du Conseil, à savoir :

- 1) Les salaires;
- 2) Les contributions à la source y incluant la portion de l'employeur
- 3) Les cotisations faites en vertu d'un régime gouvernemental;
- 4) Les paiements faits en vertu d'une réclamation exécutoire ou des articles 247 et 249 de la Loi sur la fiscalité municipale;
- 5) Les paiements à échéance du service de dette aux banques et institutions concernées;
- 6) Les paiements des factures d'utilités publiques pour les relevés mensuels ou périodiques de consommation ou utilisation;
- 7) Les paiements faits en vertu d'un contrat de service passé entre la Municipalité et un tiers et qui précise les termes de ces paiements;
- 8) Les paiements des licences et permis nécessaires aux opérations de la Municipalité;
- 9) Tout autre paiement permettant d'obtenir documents, objets ou services nécessaires aux opérations courantes et dont l'obtention ne peut être faite que contre paiement comptant;
- 10) Les remboursements des dépenses encourues par les employés de la Municipalité ou par les membres du Conseil municipal dans l'exercice de leur fonction;
- 11) Le paiement des dépenses électorales ou référendaires engagées ou autorisées par le Secrétaire-trésorier agissant à titre de président d'élection au sens de la Loi applicable.

## **ARTICLE 10**

Le présent règlement remplace les règlements municipaux numéros 2010-003 et 2010-003-01 et entrera en vigueur conformément à la Loi.

---

**Jason Morrison**  
**Maire**

---

**Natalie Black**  
**Directrice générale et secrétaire-trésorière**

Avis de motion donné:	le 3 décembre 2018
Dépôt projet de règlement :	le 3 décembre 2018
Adoption du règlement:	le 14 janvier 2019
Avis public:	le 15 janvier 2019